

**SELARL COTE JOUBERT PRADO**

Société d'Avocats Inter-Barreaux

38 Rue THOURET - 14130 - PONT-L'EVEQUE

Tél. 02.31.64.01.73 – Fax. 02.31.64.00.74

49 Rue Sadi CARNOT- 27 500 - PONT AUDEMER

Tél. 02.32.41.15.55 – Fax. 02.32.48.08.91

6 Rue Bernard GOMBERT – 27 300 – BERNAY

Tél. 02.32.43.09.15 – Fax. 02.32.48.08.91

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**  
**Article 272 du Code Civil**

**Je soussigné :**

RECONNAIT AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 272 DU CODE CIVIL AINSI REDIGE :

*« Dans le cadre de la fixation d'une prestation compensatoire, par le juge ou par les parties ou à l'occasion d'une demande de révision, les parties fournissent au juge une déclaration certifiant sur l'honneur l'exactitude de leurs ressources, revenus, patrimoine et conditions de vie.*

*Dans la détermination des besoins et des ressources, le juge ne prend pas en considération les sommes versées au titre de la réparation des accidents du travail et les sommes versées au titre du droit à compensation d'un handicap. ».*

RECONNAIT AVOIR ETE INFORME(E) DE CE QUI SUIT :

La présente attestation sur l'honneur a un caractère obligatoire. En cas d'absence d'établissement par moi-même et de production de la présente attestation ou de production d'une attestation incomplète ou inexacte, ma demande de prestation compensatoire pourra être définitivement rejetée par le juge et je ne pourrai plus présenter une nouvelle demande à ce titre et/ou la demande de prestation compensatoire présentée par mon conjoint pourra être retenue dans sa globalité à mon préjudice.

Cette attestation sera versée à la procédure de divorce et sera ainsi communiquée par mon avocat au juge, à mon conjoint ainsi qu'à un éventuel expert désigné par le juge. En cas de modification dans ma situation personnelle telle que décrite ci-après je m'engage à adresser immédiatement à mon avocat une nouvelle déclaration sur l'honneur et je conserve à cette fin un exemplaire vierge de ce document.

En cas de déclaration incomplète ou inexacte je m'expose outre au rejet de mes prétentions et arguments d'une part à des sanctions civiles pouvant être constituées par d'importants dommages intérêts que je devrai verser à mon conjoint et d'autre part à des sanctions pénales pouvant être constituées par les peines d'amende et d'emprisonnement prévues en matière de faux et d'escroquerie au jugement par les articles 441-1 et 313-1 du Code pénal soit un maximum de cinq ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende ;

**Signature :**

## DECLARATIONS

### Ressources et revenus de l'année en cours et de l'année précédente

#### Années de référence :

1. Traitements, salaires, droits d'auteur, indemnités journalières, indemnités chômage, primes, indemnités, avantages en nature...

2. Prestations sociales (hors prestations familiales) AAH, RMI, API

3. Pensions (hors contribution à l'entretien et l'éducation des enfants), retraites, rentes temporaires ou viagères

4. Revenus des professions salariées (bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux, bénéfices agricoles, autres ...)

5. Revenus des valeurs et capitaux mobiliers, revenus fonciers, (loyers, fermages, parts de SCI)

6. Autres

### **Patrimoine**

1. Immeubles.

2. Capitaux mobiliers : description (actions, obligations, comptes bancaires, plans et comptes épargne, assurance vie, parts de société civile et commerciale ...) et valeur estimée. La présente liste devra comporter le nom des organismes et/ ou établissements bancaires et ou financiers ainsi que leurs coordonnées.

3. Fonds de commerce : forme juridique, enseigne, adresse, valeur estimée, nature de la spécialité exercée

4. Autres, notamment biens meubles : Description (meubles meublant de valeur, véhicules ...) et valeur estimée :

### **Situation de famille**

Mariage (date et lieu)

Contrat de mariage (nom du notaire et date)

Nombre d'enfant avec prénom et filiation :

- Logement principal : Occupant à titre gratuit, propriétaire ou en cours d'accession à la propriété, locataire \* (dans ce dernier cas, indiquer le montant du loyer mensuel hors charges et le montant de l'allocation logement à déduire)
  
- Nombre de personnes à charge Indiquer les pensions alimentaires et contributions à l'entretien et à l'éducation
  
- Autres éléments (situation professionnelle et revenus du conjoint ou du concubin, charges particulières, plan de surendettement ....)
  
- Charges en complétant le tableau prévu à cet effet

Je soussigné :

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus et m'engage à y apporter toutes les modifications qu'un changement dans ma situation pendant la durée de la procédure rendrait nécessaires.

Fait à

Le

**Signature**